

MARIA GALLAND

PARIS

Informations sur la protection des données pour la collecte des réactions d'intolérance

Nous vous informons, par les informations suivantes sur la protection des données, sur la nature, l'étendue et la finalité du traitement des données à caractère personnel dans le cadre du traitement de votre signalement d'une réaction d'intolérance à un produit par l'une des sociétés suivantes appartenant au groupe Maria Galland :

Maria Galland International GmbH, Wintrichring 58, 80992 Munich, Allemagne
Maria Galland GmbH, Wintrichring 58, 80992 Munich, Allemagne
Maria Galland Cosmetics GmbH, Doerenkampgasse 11, 1100 Vienne, Autriche
Maria Galland Sarl, 22 rue St. Gilles, 75003 Paris, France
Maria Galland S. A., Ankerstrasse 53, 8004 Zurich, Suisse
S.A. Maria Galland N.V., 1, Avenue du Four à Briques – Kareelovenlaan 1, Bruxelles – 1140 - Bruxelles, Belgique – België
Maria Galland SLU, Calle Antonio González Echarte, 1, 28029 Madrid, Espagne
Maria Galland srl, Via Copernico 38, 20125 Milan, Italie

Le responsable au sens de l'article 4, point 7 du RGPD est l'entreprise du groupe Maria Galland à laquelle vous signalez un effet indésirable d'un produit, avec laquelle vous prenez contact à cet égard ou qui vous contacte (ci-après « nous »).

I. Catégories de données à caractère personnel que nous traitons

Nous traitons vos données à caractère personnel fournies dans le cadre de votre signalement, dans la mesure où vous nous indiquez des réactions cutanées potentielles ou des défauts de qualité en rapport avec nos produits.

Vous n'êtes pas tenu(e) de nous fournir vos données à caractère personnel. Sans vos données, nous ne pourrions éventuellement pas traiter votre signalement dans son intégralité.

II. Finalités et bases juridiques du traitement des données

Nous traitons les données susmentionnées exclusivement pour satisfaire à nos obligations légales en vertu du § 63b, du § 63c de l'AMG (loi allemande sur les médicaments) ou du § 3 de la MPSV (ordonnance allemande relative à la sécurité des produits médicaux), de l'article 23 du règlement (CE) 1223/2009, de l'article 6 *ss.* et de l'article 19 du règlement (CE) 178/2002 (règlement de base sur les produits alimentaires) (signalements d'effets indésirables).

La base juridique est constituée par l'article 6, paragraphe 1, phrase 1, point c), l'article. 9, paragraphe 2, point i) du RGPD en lien avec les normes juridiques susmentionnées.

III. Destinataires ou catégories de destinataires de vos données

Dans notre entreprise, seuls les collaborateurs qui en ont besoin pour remplir nos obligations contractuelles et légales ont accès à vos données à caractère personnel. La transmission de vos données à des services externes n'a lieu en principe que si elle est autorisée ou prescrite par la loi ou si vous avez donné votre accord.

Nous vous indiquons ci-dessous les catégories de destinataires externes de vos données :

- Les entreprises associées au sein du groupe d'entreprises, dans la mesure où elles agissent en tant que prestataires de services pour nous et fournissent par exemple des services informatiques, dans la mesure où cela est nécessaire à la fourniture de nos prestations ou si et dans la mesure où elles ont besoin des données pour remplir nos obligations contractuelles et légales.
- Les entités privées extérieures au groupe d'entreprises, telles que notamment les prestataires de services dans le cadre de la collecte des réactions cutanées ou les prestataires de services informatiques qui, entre autres, stockent des données, aident à l'administration et à la maintenance des systèmes ainsi que les archivistes et les destructeurs de dossiers.
- Les organismes publics et les institutions, dans la mesure où nous y sommes légalement tenus. Par exemple, dans le cadre de notre obligation légale, nous signalons les défauts de qualité signalés de nos produits à l'autorité nationale compétente.

IV. Transfert vers des pays tiers

Toute transmission de données dans des pays situés en dehors de l'UE ou de l'Espace économique européen EEE (appelés « pays tiers ») n'a lieu que si cela est nécessaire dans le cadre de l'exécution de nos relations contractuelles ou si la loi le permet ou le prescrit (par ex. obligations de déclaration fiscale), si vous nous avez donné votre accord ou dans le cadre du traitement d'une commande. S'il est fait appel à des prestataires de services dans un pays tiers, ceux-ci sont tenus de respecter le niveau de protection des données en Europe en vertu de l'accord sur les clauses contractuelles types de l'UE. Alternativement, nous transférons les données sur la base d'une décision d'adéquation de la Commission européenne. Pour plus de renseignements, contactez notre délégué à la protection des données.

IV. Durée de conservation de vos données à caractère personnel

Nous ne traitons vos données à caractère personnel que dans la mesure où cela est nécessaire aux fins respectives et effaçons ensuite les données, sauf si nous sommes tenus de les conserver plus longtemps.

Pour des raisons de sécurité des produits, nous sommes tenus de conserver les données concernant les événements relatifs à sécurité sur la base de prescriptions légales pendant jusqu'à 10 ans au-delà de la circulation du produit aux fins de contrôle.

Nous sommes en outre soumis à différentes obligations de conservation et de documentation, qui découlent notamment du code de commerce allemand (HGB) et du code fiscal allemand (AO). Les délais de conservation ou de documentation qui y sont prescrits s'étendent jusqu'à dix ans après la fin de la relation commerciale ou du rapport juridique précontractuel.

En outre, des dispositions légales spécifiques peuvent exiger une durée de conservation plus longue, comme par exemple la conservation de preuves dans le cadre des dispositions légales en matière de prescription. Selon les articles 195 et suivants du Code civil allemand (BGB), le délai de prescription ordinaire est certes de trois ans, mais des délais de prescription pouvant aller jusqu'à 30 ans peuvent s'appliquer.

Si les données ne sont plus nécessaires à l'exécution d'obligations et de droits contractuels ou légaux, elles sont régulièrement effacées, à moins que leur traitement ultérieur, limité dans le temps, ne soit nécessaire dans un cas particulier pour l'exécution des finalités susmentionnées.

V. Absence de prise de décision automatisée dans des cas particuliers (y compris le profilage)

Nous n'utilisons pas de procédures de prise de décision purement automatisées dans des cas particuliers (y compris le profilage) conformément à l'article 22 du RGPD. Si nous utilisons une telle procédure à l'avenir dans des cas particuliers, nous vous en informerions séparément.

VII. Vos droits en matière de protection des données

Dans certaines conditions, vous pouvez nous faire valoir envers nous vos droits en matière de protection des données

- **Droit d'accès**

Vous avez le droit de nous demander à tout moment de vous confirmer si nous traitons des données à caractère personnel vous concernant. Si tel est le cas, vous avez le droit d'obtenir des informations sur ces données à caractère personnel ainsi que certaines informations supplémentaires (notamment les finalités du traitement, les catégories de données à caractère personnel, les catégories de destinataires, la durée de conservation prévue, vos droits, l'origine des données, l'utilisation d'une prise de décision automatisée et, en cas de transfert vers un pays tiers, les garanties appropriées).

- **Droit de rectification**

Vous avez le droit de nous demander de rectifier les données à caractère personnel que nous détenons à votre sujet si elles sont inexactes ou incorrectes.

- Droit à l'effacement

Vous avez le droit, dans certaines conditions, de nous demander d'effacer immédiatement les données à caractère personnel vous concernant. Le droit à l'effacement ne s'applique pas, entre autres, lorsque le traitement des données à caractère personnel est nécessaire pour (i) l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information, (ii) le respect d'une obligation légale à laquelle nous sommes soumis (par exemple, des obligations légales de conservation) ou (iii) la revendication, l'exercice ou la défense de droits en justice.

- Droit à la limitation du traitement

Vous avez le droit de nous demander de limiter le traitement de vos données à caractère personnel.

- Droit à la portabilité des données

Vous avez le droit, dans certaines conditions, d'exiger que nous vous remettions les données à caractère personnel vous concernant que vous nous avez fournies dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par une machine.

- Droit d'opposition

Vous avez le droit de révoquer à tout moment votre consentement au traitement des données à caractère personnel avec effet pour l'avenir.

Information relatives à votre droit d'opposition conformément à l'article 21 du RGPD

Vous avez le droit de vous opposer à tout moment au traitement de vos données fondé sur l'article 6, paragraphe 1, phrase 1, point f) du RGPD (traitement des données sur la base d'un équilibre des intérêts), pour des raisons liées à votre situation particulière. Cela s'applique également à un profilage basé sur cette disposition au sens de l'article 4, point 4, du RGPD.

Si vous vous y opposez, nous ne traiterons plus vos données à caractère personnel, à moins que nous puissions démontrer qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts, vos droits et vos libertés, ou que le traitement sert à faire valoir, à exercer ou à défendre des droits en justice.

Vous pouvez nous adresser des demandes d'exercice de vos droits à la protection des données susmentionnés soit en utilisant les coordonnées du responsable du traitement indiquées ci-dessus, soit par e-mail à kundenservice@maria-galland.com ou en vous adressant à notre délégué externe à la protection des données aux coordonnées suivantes :

Monsieur Alexander Bugl, Bugl & Kollegen Gesellschaft für Datenschutz und Informationssicherheit mbH, Eifelstraße 55, 93057 Ratisbonne, Allemagne
Tél. +49 941-630 49 789, e-mail : Datenschutz.buglundkollegen@klosterfrau.de.

En outre, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, notamment dans l'État membre de votre lieu de résidence, de votre lieu de travail ou du lieu de la violation présumée, si vous estimez que le traitement des données à caractère personnel vous concernant enfreint le RGPD.

Version : octobre 2023